

le prolétaire

M2414-403-5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

OCT.-NOV. 89

5 FF - 30 FB
3 FS - 2000 LI

N° 403

PEUGEOT TIRER LES LECONS DE L'ECHEC MATERIEL

Après 7 semaines de grève, les ouvriers en lutte ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu les 1500 francs réclamés par la CGT, ni les 500 francs des autres syndicats.

Cette longue grève, la plus importante depuis 68, s'est donc terminée par un échec sur le plan matériel. et cet échec est une défaite pour tous les travailleurs, car cette grève avait une importance qui allait bien au-delà des limites de l'entreprise Peugeot, ainsi qu'en témoigne le fait qu'elle ait fait la une des journaux et télévisions. Une victoire des OS de Peugeot aurait été un formidable encouragement pour tous ceux qui luttent ou qui sont prêts à entrer en lutte sur les mêmes revendications d'augmentation des salaires. Il s'agissait du côté patronal de tenir ferme sur le "front de la rigueur salariale", pour reprendre le jargon des technocrates, qui admettent ainsi que se déroulait un épisode d'une guerre: LA GUERRE DES CLASSES, même quand cette guerre est (pour le moment) encore pacifique.

Les ouvriers de Peugeot Sochaux se souviennent d'ailleurs qu'en 68 cette guerre s'était soldée par deux morts dans leurs rangs.

La défaite des grévistes de Peugeot va renforcer l'intransigeance de la bourgeoisie et de son Etat face aux revendications des salariés. Déjà Berégovoy n'a pas attendu pour reprendre les intonations d'un Calvet et déclarer aux agents des impôts que les négociations étaient terminées.

Cependant toute défaite sur le plan matériel peut être positive si elle est l'occasion pour les travailleurs de tirer des leçons qui permettent de reprendre plus tard la lutte avec de meilleures chances de succès.

Peugeot a de tout temps été un symbole de l'autoritarisme patronal (en même temps que du paternalisme), appuyé sur un encadrement de garde-chiourmes et aussi sur les divisions savamment entretenues entre les multiples nationalités des travailleurs. La direction Calvet a eu pour fonction de redresser le groupe, touché comme pour beaucoup d'autres par la crise économique, fortement endetté et englué dans la difficile opération de reprise des filiales européennes de Chrysler. Calvet a réussi dans sa fonction de "sauvetage" de Peugeot - le groupe est largement bénéficiaire, désendetté et vise la place de no 1 européen - et il est devenu l'enfant chéri de "l'opinion publique", cette entité mythique fabriquée par les moyens de propagande bourgeoise.

Un patron n'a pas 36 moyens à sa disposition; il n'en a qu'un: l'exploitation accrue de ses travailleurs (en langage bourgeois on dit plus volontiers "augmentation de la productivité").

Licenciements, blocage des salaires, augmentation de l'intensité du travail et de la durée elle-même du travail, voilà quel a été le lot des ouvriers de PSA. Cela s'est accompagné par le renforcement du despotisme d'entreprise. La direction de Peugeot est une direction de combat. Elle l'a prouvé en cassant la grève des ouvriers de Talbot en 84. Les travailleurs de Poissy n'ont pas encore surmonté cette défaite, et les appels à des débrayages pendant la grève de Sochaux et Mulhouse sont restés lettre morte.

Le groupe Peugeot a fait disparaître au total sur toutes ses implantations 30'000 emplois. A Sochaux, le nombre des travailleurs a été réduit de 15'000 de 76 à 86 (il est de 23'000 actuellement et de 12'000 à Mulhouse).

(Suite en page 2)

LA "GRANDE DETENTE" PREMISSE DES FUTURS AFFRONTEMENTS INTER-IMPERIALISTES

Que le capitalisme, arrivé dans sa phase de domination du capital financier, c'est-à-dire sa phase impérialiste, englobe dans sa "sphère d'intérêt" l'ensemble du globe, est un fait reconnu et admis par tous. La planète super-colonisée est même devenue trop petite pour le capitalisme. Dans un texte de 1960, nous écrivions: "la grande différence entre colonialisme historique (européen) et colonialisme financier réside dans le fait que le second n'a pas besoin de conquérir des territoires de façon stable pour y implanter une machine bureaucratique de contrôle; il colonise à travers l'endettement des différents pays."

La caractéristique du pays qui a plus que tout autre évolué dans un sens impérialiste, les USA, est précisément le colonialisme financier. La force d'attraction de ce pôle surpuissant du capital est telle que tous les autres pays capitalistes ont suivi la même voie par rapport aux pays moins puissants, et entre eux-mêmes, constituant une trame serrée de relations financières et de rapports de dépendance entre tous.

La civilisation du capital ne peut pas atteindre d'autres sommets; elle ne peut exprimer sa puissance que par des guerres toujours plus longues et destructrices.

L'universalisation de la civilisation capitaliste s'est définitivement imposée par la force des armes dirigées par de puissants Etats. Cette civilisation était un progrès par rapport aux modes de production étriés des époques précédentes, un progrès révolutionnaire dans le cours historique des sociétés de classe, parce que tout en détruisant les formes de production arriérées, elle créait une nouvelle force sociale, destinée à être son fossoyeur, le prolétariat moderne.

Avec le mouvement perpétuel de l'époque bourgeoise, qui se distingue

de toutes les autres, selon Marx, par "le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu des conditions sociales, l'incertitude perpétuelle, le trouble continu" (Manifeste du parti communiste), le marché mondial se forme rapidement et les économies de tous les pays, en lutte permanente pour leur "espace vital" et le "partage du monde", sont dépendantes d'une manière croissante de ce marché.

C'est cette lutte pour des espaces économiques et pour le partage du monde qui explique les politiques des grands Etats, des puissances impérialistes. Marx démontre que le but du capital est le capital lui-même, c'est-à-dire sa reproduction élargie, sa valorisation incessante. C'est évidemment une tendance non linéaire et encore moins pacifique; elle est au contraire inscrite dans la concurrence acharnée entre capitaux privés et nationaux, contraints de se jeter les uns sur les autres et d'alimenter leur voracité réciproque. Le marché national, base indispensable du développement économique du capitalisme, devient un "territoire" économique dans lequel luttent les capitaux nationaux et étrangers, à mesure qu'il

Et la grande force des USA réside dans le fait qu'avec la première et plus encore la deuxième guerre mondiale, ils ont pu coloniser des pays développés: les anciens colonisateurs. Comme disait Lénine au congrès de l'Internationale au cours de l'été 1920: "la guerre, au moyen du traité de Versailles, a imposé à ces peuples avancés des conditions qui les ont précipités dans une situation de misère, de faim, de ruine, de manque de droits, puisque le traité les a enchaînés pour de nombreuses générations et les a réduits à vivre dans des conditions dans lesquelles n'avait jamais vécu aucun peuple civilisé" (1).

se transforme en une partie du marché mondial. La voracité du capital qui se manifeste dans son besoin irrésistible de courir d'un investissement à l'autre, d'un marché à l'autre, d'une Bourse à l'autre, pousse la tendance à la concentration, à la formation de gigantesques groupes d'intérêts qui dépassent les frontières

(Suite en page 9)

DANS CE NUMERO :

- . Calvet-Riboud: 2 méthodes, un seul but
- . Le Gouvernement socialiste contre les travailleurs immigrés.
- . Entre Bonzes.
- . Correspondances: Chantiers de l'Atlantique, Rufa, Comatec.
- . Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde.
- . L'Explosion prolétarienne en Argentine.
- . Pologne: après les chaînes, la camisole de force.
- . Vie du Parti: Réunions Internationales.
- . Leçon du capital allemand.

GREVE DES MINEURS EN URSS VERS LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE ORGANISEE

Le capitalisme soviétique, engagé depuis 1985 dans une restructuration forcée, plus connue sous le nom de *péréstroïka*, avait déjà connu une agitation ouvrière croissante (les syndicats officiels ont admis l'existence de 80 grèves au cours des deux dernières années) et des conflits inter-ethniques de plus en plus aigus. Il a du affronter cet été une première et impressionnante grève à l'échelle nationale, la grève des mineurs de charbon.

Le spectre de la lutte de classe, que la contre-révolution dite stalinienne pensait avoir fait disparaître dans la terreur et dans le sang, est réapparu avec cette grève d'une puissance irrésistible, dans ce pays qui se faisait passer pour socialiste depuis soixante ans. Une classe ouvrière habituée aux fatigues les plus dures, aux conditions de travail les plus dangereuses et à des conditions de vie bestiales alors même qu'elle extrait par son travail une des richesses majeures du pays, s'est arrêtée le 9 juillet et s'est engagée en masse dans une grève illimitée et sans préavis d'aucune sorte. La lutte de classe reprend son cours en URSS: rien ne sera plus comme avant dans les rapports entre ouvriers et patrons et gouvernements. La grève a enseigné beaucoup de choses à toutes les classes sociales.

Les grands moyens de propagande bourgeois en Occident ont salué cette grève avec chaleur, mais aussi avec préoccupation.

(Suite en page 9)



PEUGEOT: TIRER LES LECONS DE L'ECHEC MATERIEL

(Suite de la page 1)

Il a aussi beaucoup investi dans la modernisation de ses usines et leur automatisation. Cet investissement s'est aussi traduit dans la "formation" des travailleurs: 600'000 heures de formation par an depuis 86 à Sochaux et à partir de 88 des "cycles de sensibilisation" ont été généralisés pour les secteurs qui devaient produire la 605, symbole du renouveau Peugeot.

Ces mots neutres recouvrent l'instauration d'une gestion "à la japonaise": production en "flux tendus" pour éliminer les coûteux stocks, zéro-défaut, cercles de qualité, etc...

Les travailleurs doivent acquérir une "culture d'entreprise" qui les "responsabilise" par rapport à leur travail (par exemple, ils doivent signaler eux-mêmes les défauts). Le salaire "au mérite" donne une arme redoutable à l'encadrement et contraint les travailleurs à faire "volontairement" des heures supplémentaires le samedi (4 millions d'heures supplémentaires en 88)

Ces pratiques se généralisent dans toutes les grandes entreprises; mais la direction se flatte de les avoir poussé au maximum en ce qui concerne les ateliers de la 605. Les travailleurs - surnommés les grenouilles à cause de leur uniforme vert - y ont été sélectionnés selon l'état d'esprit. On leur a fait signer au bout d'un stage bourrage de crâne un engagement individuel de respecter une "charte" de fidélité envers l'entreprise...

Pour que cet embrigadement fonctionne, on choisit "de nombreux ouvriers récemment embauchés dont beaucoup d'intérimaires, c'est-à-dire des gens qui n'avaient pas d'habitudes", selon le responsable de la formation ("Usine Nouvelle", 7 sept. 89). Mais le but avoué est d'étendre progressivement à tous les établissements cette organisation inaugurée à Sochaux. Selon le reportage idyllique d'"Usine Nouvelle", "pour réussir sa grande métamorphose,

Sochaux bénéficie d'un contexte social assez favorable, c'est-à-dire calme (sic!) où l'amour de l'automobile et le respect de la marque Peugeot est largement ancré dans les mentalités".

La grève sur le plus grand site industriel français est venue démentir cette propagande patronale.

Cependant, les travailleurs de la 605 sont malgré tout restés peu touchés par la grève.

La philosophie sociale de la direction s'exprime beaucoup plus crûment par la bouche du responsable des ressources humaines (!) de Peugeot à l'occasion d'une conférence qu'il a faite auprès de responsables d'EDF et que celle-ci a éditée en brochure sous le titre éloquent: "Le Défi social" (cf "L'Humanité" du 14 sept. 89). Il s'agit d'un véritable manuel de la guerre sociale dans l'entreprise (le terme employé est "la bagarre"). Le conseil suprême est: "si le conflit est assez sérieux, la négociation doit déboucher sur quelque chose qui permette de reprendre le travail mais qui soit plutôt négatif pour le personnel. La grève doit laisser le souvenir de quelque chose où les gens ont perdu".

Lorsque la grève est déclenchée, il faut s'appuyer sur la loi et la justice: "constats d'huissiers, assignations en référé, ordonnances sur requêtes, notifications aux intéressés, commissaires de police (...). Au moment du conflit, on ne laisse rien passer et on reste dans la légalité. Pour nous, le B.A.-BA est la Cour de cassation, la chambre sociale ou la chambre criminelle".

Quelle meilleure démonstration que cette légalité, cette justice sont une légalité et une justice de classe, au service des intérêts de la classe dominante?

Relevons au passage la formule frappante (qui fait hurler "L'Humanité") définissant le rôle de délégué syndical comme "comparable à celui de la soupape sur une cocotte-minute".

Il n'y a pas à être scandalisé par cette franchise: c'est la vérité de classe, dite par l'ennemi de classe. La "méthode Peugeot" est la méthode de tout capitaliste.

FORCE ET FAIBLESSE DU MOUVEMENT

La direction de Peugeot a suivi à la lettre ces directives, en escomptant que l'intimidation et la fermeté auraient raison des travailleurs. Elle a pris le risque de laisser pourrir le mouvement alors que la grève a éclaté au moment d'une échéance cruciale, le lancement de la 605. Elle a pris

que de continuer indéfiniment alors que le nombre des grévistes commençait à diminuer, les travailleurs ont fini par voter la levée de l'occupation et donc l'abandon de leur meilleure arme, contre la promesse...d'ouverture de négociations.

Au cours de la grève, les travailleurs firent plusieurs délégations auprès d'autres entreprises; cependant il n'y eut pas d'organisation systématique d'initiatives de ce genre. Plus grave, il n'y a pas eu l'envoi de délégations massives de grévistes auprès d'autres établissements du groupe comme Poissy ou Aulnay. Cela aurait été autrement plus utile que le voyage à Paris



LES GREVISTES DECIDENT DE POURSUIVRE L'OCCUPATION DE LA FORGE

le risque, car satisfaire aux revendications des grévistes aurait remis en cause tout l'effort pour implanter les méthodes japonaises. Elle devait être assurée également que les syndicats veilleraient à canaliser le mouvement dans une lutte d'usure, circonscrite et respectueuse de la légalité.

Enfin il faut être conscient qu'en dépit du tintamare autour des braves ouvriers et du méchant Calvet (Mauroy: "une défaite des grévistes seraient une défaite pour le PS"), la direction avait l'appui et le soutien du patronat et du gouvernement (dès le début de la grève, le ministre de l'industrie déclarait "qu'il y a tout à craindre d'un dérapage des salaires: tout le monde y perdrait y compris les salariés").

La seule crainte était que par son intransigeance, Calvet finisse par provoquer une réaction des grévistes et que ceux-ci débordent les syndicats. D'où les appels réitérés à la négociation avec ceux-ci et la prétendue solidarité avec les grévistes de personnalités aussi prolétarienne que Chevènement, l'archevêque de Strasbourg ou le maire de Lyon. Cette fausse solidarité avait pour but de dissuader les travailleurs d'aller à la recherche d'une réelle solidarité de classe auprès des salariés des autres entreprises, et en essayant d'étendre la grève.

Les travailleurs ont eu la force de tenir malgré tout 7 semaines. Leur détermination a empêché les syndicats dans un premier temps du moins de saboter la grève. Mais il n'ont pas eu la force de prendre eux-mêmes en main leur lutte.

Le collectif des organisations syndicales a eu toute latitude pour décider l'orientation de la lutte et pour faire passer dans les AG ce qu'il avait l'intention de faire. C'est ainsi qu'il a fallu attendre 15 jours pour que les syndicats découvrent l'existence de la Forge et proposent son occupation; ces 15 jours perdus par les travailleurs ont pesé lourd dans l'issue du conflit. C'est ainsi que les syndicats n'ont jamais cherché à utiliser l'arme décisive qu'aurait pu constituer le blocage de la 605. La CGT, qui l'avait proposé le 20 septembre, y renonçait immédiatement parce que le renforcement du mouvement l'aurait rendue "inutile", alors que FO se félicitait d'avoir, avec la CFDT, empêché ce blocage... Vaille que vaille, la direction a pu faire tourner les chaînes de la 605, ce qui était son objectif majeur.

Lorsque l'occupation de la Forge à Mulhouse commença à se faire sentir dans les établissements, FO et la CFDT proposèrent l'évacuation. La détermination des grévistes réussit une première fois à déjouer la manœuvre. Mais au bout d'un mois et demi de grève, laissés sans autre perspective par la CGT

pour aller manifester dans les beaux quartiers devant le siège de PSA!

Pas de recherche sérieuse d'extension de la grève aux autres établissements, ni même aux autres secteurs des établissements touchés, par crainte d'aller vers un clash avec la maîtrise ou vers des actions "incontrôlées". Faut-il alors s'étonner que les syndicats se soient bien gardés d'aller vers une extension de la grève aux autres entreprises automobiles? Des mouvements indiquaient pourtant que cette perspective n'était pas absurde: débrayages à Renault-Cléon, grève des soudeurs à R.V.I.-Annonay. C'était bien ce que craignait le gouvernement et la direction de Renault. Celle-ci annoncera des discussions anticipées sur les salaires pour satisfaire les syndicats. Puis, après la fin de la grève de Peugeot, elle annoncera des sanctions pour "perturbation de la production" à 11 travailleurs de Cléon et notamment à des délégués CGT (la CGT est ultra-majoritaire): le danger étant passé, il est temps de rappeler aux travailleurs qui est le patron.

La conclusion est claire: tant que les travailleurs n'auront pas la force de prendre en main leurs propres affaires, c'est-à-dire de s'organiser pour arracher la conduite de leurs luttes aux organisations de collaboration de classe, toute combativité court le risque d'être dépensée en vain.

Bien que les entreprises aillent bien, bien que les profits atteignent des niveaux records, les patrons et le gouvernement ne sont prêts à céder que des miettes. Au plus fort de la crise, ils ont arraché sacrifices sur sacrifices à la classe ouvrière en lui permettant des lendemains meilleurs.

Maintenant que les choses vont mieux, ce sont à nouveau les sacrifices qui sont demandés (Calvet parle de 5 années d'austérité, à cause bien sûr de la "menace japonaise"). La bourgeoisie sort renforcée des sacrifices extorqués aux travailleurs qui devraient se contenter de ne pas s'être sacrifiés davantage, de ne pas avoir vu leur niveau de vie baisser dans les proportions de travailleurs des pays pauvres. Toutes les luttes seront plus difficiles.

Des patrons déclarent au journal "Libération" (du 26 octobre 89): "les ouvriers de Mulhouse vont être vaccinés contre la grève pendant 7 ou 8 ans".

Ils ne devraient peut-être pas être si optimistes. Et de toute façon, c'est le capitalisme lui-même qui contraindra les travailleurs de Peugeot et d'ailleurs à renouer avec la lutte de classe, parce qu'il ne peut cesser ses attaques contre les travailleurs.

La grève de Peugeot n'est pas une fin. Une bataille a été perdue dans la guerre de classe, mais tôt ou tard il y aura la revanche.

CALVET-RIBOUD DEUX METHODES, UN SEUL BUT

Face aux exigences du capital, de sa concentration forcée, de la recherche de la productivité maximale du travail, de la baisse tendancielle du taux de profit qui provoque tout cela, de la concurrence exacerbée, de la fragilité des positions acquises sur les marchés, de l'équilibre financier toujours plus instable, etc, les contraintes de gestion comptable ne varient guère car quelque soit la complexité des outils financiers et des appareils informatiques qu'elle utilise, elle se résume finalement aux deux bonnes vieilles colonnes du livre des comptes, le "doit" et l'"avoir".

C'est au bas de la page, à l'addition des deux colonnes que l'on vérifie si le capital a opéré ou non sa valorisation.

A ces contraintes, aucun capitaliste ne peut déroger, mais chacun peut adopter, pour atteindre le but ultime du profit, des "politiques d'entreprises" différentes. L'objectif reste le même, mais les moyens d'y parvenir font justement partie de ces différences qui font les fractions de la bourgeoisie.

L'orientation de ce que les patrons appellent la "politique sociale de l'entreprise" est un de ces terrains sur lesquels "s'affrontent" ces diverses tendances de la bourgeoisie.

La crainte de la généralisation des grèves en France fait tout de même peur à la bourgeoisie. D'où son empressement aujourd'hui, sous les feux de l'actualité Peugeot, à débattre de la meilleure façon de "traiter le social" dans l'entreprise.

Les licenciements, les compressions salariales, l'élargissement du travail nocturne, l'augmentation des rythmes de travail sont des nécessités indiscutables pour les patrons. Mais comment faire pour faire pour que leur réalisation ne coûte que le minimum à l'entreprise et à l'Etat.

Il y a la "méthode Calvet" qui consiste à n'accorder aucun centime à la prévention des "accidents sociaux", quitte à courir le risque économique d'une grève. Il y a aussi la "méthode Riboud" qui est de distribuer quelques

miettes à titre de prévention et à s'épargner en revanche de coûteux conflits avec les travailleurs.

"L'Express" du 6 octobre, écrit ceci à propos de la politique Riboud: "Bien que le groupe PSA ait dégagé près de 8 milliards de francs de bénéfices l'an dernier, l'intéressement et la participation versés aux salariés étaient limités à 400 millions. Un vingtième. Chez BSN (Danone, Evian, Lu, Panzani), le personnel, beaucoup moins nombreux, a reçu 550 millions. Plus que le dividende versé aux actionnaires. Une somme qui représente le quart du bénéfice. Et, pour Antoine Riboud, l'amélioration des conditions de vie au travail (sans doute le journaliste veut-il parler de l'introduction du travail de nuit, "NDRL) et l'intensification de la formation du personnel sont "les clefs du succès pour les années futures".

"Jusqu'ici cette philosophie n'a pas trop mal réussi. "BSN a pu fermer 25 usines de bière, pour n'en conserver que 4, sans clash, sans drame social", se réjouit Antoine Riboud. "Et, si le groupe est généreux avec ses salariés, il est aussi "très exigeant en terme de productivité". "BSN a ainsi profité de l'explosion de ses marges pour acquérir, à coups de milliards de dollars, de nouvelles parts de marché en Europe. Riboud pourrait-il donner des conseils à Calvet? Il n'y a pas de modèle BSN, mais un état d'esprit social."

En fait, il n'y a pas vraiment le choix d'une politique ou l'autre, ce sont les nécessités mêmes du développement capitaliste et le maintien de l'ordre social qui imposent l'une plutôt que l'autre.

Ce qui est certain, c'est que la méthode directe et intransigeante des Calvet et Cie ne crée pas les mêmes illusions que la politique Riboud. Et ce que demande une partie du patronat à Calvet s'est de payer le prix des illusions maintenant qu'il en a les moyens, afin d'éviter tout dérapage de la lutte des ouvriers de Peugeot.

CORRESPONDANCES

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

Aux Chantiers de l'Atlantique l'action pour la revendication d'une augmentation de salaire de 1500 F pour tous a commencé au début de septembre. Pendant plusieurs semaines cette action a pris la forme de débrayages tournants. Mais de plus en plus d'ouvriers étaient mécontents de cette forme de lutte: "On va se faire avoir comme des bleus. Les débrayages tournants c'est du pipeau et ça doit bien faire rigoler le patron". "Ouest-France" rapportait ces propos de travailleurs sous le titre "La base s'impatientée". Les syndicats ont du forcer donc le ton pour ne pas risquer de perdre le contrôle du mouvement. De son côté, la Direction a assigné en référé 10 délégués syndicaux pour entrave au travail sur le paquebot "Nordic Empress" en invoquant des risques pour la sécurité (après des coupures de vannes d'alimentation en fluides du bateau). Le tribunal a habilement évité d'ordonner la libération des abords du bateau dans l'immédiat, tout en en laissant planer clairement la menace, si ces actions continuent ou se durcissent: "Le droit de grève est un droit constitutionnel... toutefois l'exercice de ce droit peut devenir illicite lorsqu'il porte atteinte aux droits des salariés non grévistes d'exercer leur activité professionnelle ou lorsqu'il compromet la sécurité des personnes et des biens. Tel est le cas lorsque, par un blocage de l'accès à un navire en construction et par des coupures intermittentes de fluides... des grévistes compromettent les conditions normales de sécurité à bord d'un bateau" (extraits des attendus de l'arrêt). "Ouest-France" traduit en clair: "le juge incite les syndicats à ne plus laisser leur base les déborder par des actions incontrôlées et dangereuses" (10/10/89). Message reçu 5 sur 5 par la CFDT qui dans un communiqué déclare avoir "plutôt bien accueilli" ce jugement.

En ce qui concerne la sécurité aux chantiers la préoccupation de l'actuelle direction est savoureuse. Depuis l'après-guerre, il y a bien dû y avoir plusieurs dizaines de morts du fait de l'incurie de la Direction alliée à sa rapacité capitaliste. Trois exemples anciens:

- En 1955 Emile Marquet, ouvrier gréviste, est écrasé par la grille d'entrée

du chantier de la Loire, les CRS poussant de leur côté et l'ayant fait tomber. Dix-huit mois plus tard, un gars passe avec son fenwick à proximité de la grille qui tombe toute seule sans qu'elle fut touchée. Il en profita pour mourir. La grille datait du siècle dernier.

- Voici bien une quinzaine d'années, peut-être plus, à la Mécanique, un ouvrier est tué par la projection d'une pièce sur un tour: touché à la tête, tué sur le coup. La pièce était beaucoup trop lourde pour le type de tour.

De plus depuis une semaine il travaillait avec un chronométrateur sur le dos; Cela ressemble à un meurtre par "imprudence" (?)... avec préméditation: le terrorisme quotidien du capital.

- Dans la même période, deux ouvriers sont tués par la chute d'un élément de proue d'une masse de 17 tonnes, retenue par une grue d'une portée de 5 tonnes.

A 5 minutes près, c'était la sortie d'une équipe de plusieurs dizaines d'ouvriers pour le casse-croûte: la catastrophe. Bah! deux petites catastrophes personnelles et deux familles endeuillées (et indemnisées). Donc: pour les syndicats appel à un débrayage qui fut général d'un quart d'heure. En général les travailleurs trouvaient que c'était pas beaucoup! L.O. avait diffusé un tract: Combien de victimes pour une grève d'une journée? Vous faites le calcul, vous trouvez exactement = 64. Quand je disais qu'il ne s'agissait que de deux malheureuses petites catastrophes individuelles...

Rien qu'en 88 il ya eu aux Chantiers 306 accidents ayant nécessité un arrêt de travail.

En début de cette semaine plusieurs débrayages de plus de 2000 personnes ont eu lieu. Mais les syndicats, plus sensibles à la pression de la direction qu'à celle des travailleurs, répugnent à engager l'épreuve de force; le 11 ils proposaient des débrayages secteur par secteur, toutes les demi-heures, et pour la matinée, sous prétexte de garder des forces pour la suite...

Mais ce n'est qu'en engageant une lutte réelle, donc en bloquant la production malgré les menaces que les travailleurs pourront se donner les moyens de vaincre.

Le 12/10/89.



RUFA: HALTE A LA REPRESSION!

Nous avons déjà parlé dans le n° précédent du "Prolétaire" de la grève à l'entreprise RUFA de Caen. Un comité anti-répression s'est constitué; il nous a fait parvenir la "Déclaration" suivante:

Le 14 novembre 1988, des travailleurs de RUFA entraient en grève. L'intransigeance de la direction et son refus de négocier entraînent ces travailleurs dans la plus longue grève qu'aït connue notre région. Le courage et la détermination des grévistes furent à l'origine d'un large soutien populaire: la lutte des Rufa devenait le symbole de la lutte de l'ensemble des travailleurs de la région.

Le mercredi 1er mars, après réception d'une quarantaine de lettres de licenciement s'ajoutant au refus de négocier de la direction, aux provocations patronales et policières (organisation d'une manifestation anti-gréviste, provocations nocturnes envers les piquets de grève, soutien de la chambre patronale du bâtiment à Rufa, évacuation

musclée des grévistes de la Direction du Travail par la police), une assemblée générale des grévistes était organisée.

Sur proposition de la CGT et à l'unanimité, les grévistes, soutenus par la CGT, la CFDT, la CNT et le collectif de NON-SYNDIQUES, décidaient un durcissement de l'action en occupant par tous les moyens le siège de l'entreprise Rufa.

Le jeudi 2 mars, une quarantaine de manifestants composés de grévistes, de sympathisants (travailleurs passant aux piquets de grève et participant aux actions des grévistes), de la CGT, de la CNT et de la CFDT pénètrent dans les bureaux de Rufa après une brève bousculade avec quelques agents de police voulant s'opposer à cette action (utilisation injustifiée de gaz lacrymogène).

Deux mois après cette action, un travailleur d'une entreprise de l'agglomération ayant apporté son soutien régulier aux grévistes de chez Rufa, s'est vu, à la surprise générale, inculpé pour coups et blessures volontaires.

AUJOURD'HUI:

-une pétition est signée par les participants à l'occupation des bureaux RUFA. Les signataires affirment que le travailleur inculpé était absent lors de cette initiative; ils assument collectivement l'entière responsabilité des faits qui se sont prétendument déroulés lors de cette action de lutte et ils demandent en conséquence à être inculpés à la place du travailleur injustement poursuivi.

-un comité anti-répression Rufa s'est constitué pour lutter contre l'inculpation d'un travailleur et contre les poursuites engagées à l'encontre des 2 travailleurs non-syndiqués licenciés de chez Rufa.

La répression vise trois travailleurs combattifs et non protégés. Cette répression présente contre des travailleurs combattifs n'est pas un cas isolé en France.

Aujourd'hui, en France, les travailleurs qui s'opposent quotidiennement à l'exploitation, au consensus droite-gauche, et qui sont porteurs d'une volonté de réel changement, se voient réprimer systématiquement.

Pour rejoindre le comité:
Comité anti-répression Rufa, BP 2010, 14019 CAEN cedex

Pour soutenir financièrement, adresser des chèques à l'adresse du comité, à l'ordre de: CEDIC

SEPTEMBRE 1989

A PROPOS DE LA GREVE A LA COMATEC

Nous publions ci-dessous une correspondance d'un lecteur, militant à la CNT (de tendance syndicaliste libertaire), à propos de la grève de la COMATEC en février dernier, déclenchée par les nettoyeurs du métro avec comme revendication principale l'augmentation des salaires à 5'500 francs nets.

Si nous revenons, après notre article dans le no 400 du journal, sur cette grève, c'est qu'elle a montré une grande détermination face à toutes les mesures prises par la COMATEC pour la briser (licenciements, intervention des flics, des nervis professionnels et des chiens contre les grévistes...) et que même à son échelle et malgré son isolement, plusieurs leçons peuvent en être tirées.

L'organisation des travailleurs en comité de grève leur a permis de conserver leur unité malgré toute les pressions et d'organiser, avec peu de moyen, leur lutte de manière efficace.

Au bout de leur lutte, comme le rappelle notre correspondant, les grévistes ont obtenu le relèvement des salaires de 4'500 à 5'150 francs. La levée des sanctions, l'embauche de 35 employés affectés au nettoyage des graffitis.

Mais une ombre au tableau que le rapport de force ne pouvait éliminer: la COMATEC s'est engagée auprès de la RATP à réduire encore le nombre des travailleurs du nettoyage. Le protocole de fin de grève fait référence à cet accord en précisant que la réduction du nombre de place de travail "doit aboutir à un nombre de 826 emplois au 1er janvier 1985." (...) Les réductions d'emplois, "chiffrées à une soixantaine par an, ne seront effectives que lors de la mise en place de la modernisation des techniques et de l'organisation du travail, avec les investissements corrélatifs qui s'avèreraient nécessaires".

Les licenciements et les pressions sur les travailleurs vont donc se poursuivre, et l'emploi de travailleur précaires restera un des moyens de la COMATEC d'exercer cette pression sur les fixes.

La lutte pour la défense de l'emploi et pour l'embauche des précaires au statut de fixe doit donc plus que jamais se poursuivre.

Notre correspondant fait allusion dans sa lettre aux critiques de Révolution Internationale contre la CNT, coupable selon elle d'avoir courtisé la section CFDT pour un vulgaire strapontin.

Là où il y a des ouvriers qui luttent pour défendre leurs conditions de vie immédiates, luttes limitées mais nécessaires à l'expérience et au renforcement de la lutte de classe, RI ne voit que des pantins s'agitant inutilement. Là où des militants de la base syndicale, et d'étiquettes syndicales diverses, s'efforcent de souder et d'organiser la lutte, elle ne voit que luttes de sous-fiffres d'appareils, de petits bonzes. Il n'y a rien de nouveau au fait qu'elle ne puisse distinguer entre la critique politique de telle ou telle organisation ou petit groupe syndical, CFDT et CNT en l'occurrence, et le jugement que l'on peut porter sur le comportement dans une grève de telle ou telle section syndicale, de tel ou tel militant syndical.

RI, par principe, ne se pâme que devant la "spontanéité" des prolétaires, oubliant que la volonté collective de lutte n'est, parvenue à maturité, qu'une bulle de savon qui ne tarde pas à éclater si les prolétaires ne sont pas organisés, même de manière imparfaite et en trainant des illusions. Notre correspondant, dont nous n'avons à priori pas raison de mettre en doute la sincérité et la véracité de son récit, explique clairement que la section de la CFDT de COMATEC a été désapprouvée par

sa centrale. Les choses ne sont donc peu être pas si simple! Quant au rôle de la CNT, la grève des nettoyeurs du métro n'est pas à lier à la critique politique du syndicalisme révolutionnaire. Il n'y a rien de fondamental à reprocher aux militants de la CNT dans cette grève. Sur le plan de la lutte immédiate on doit agir avec des rapports de force qui ne sont pas, et rarement même, ce que l'on voudrait. Mais RI ne conçoit la lutte immédiate que comme "pur classe" ou rien!

Au lieu de se limiter à couler du fiel sur la grève et son mode d'organisation, il vaudrait mieux mettre en évidence que les travailleurs ont choisi le seul mode d'organisation qui puisse diriger la lutte dans un sens classiste, même si le comité de grève n'est pas en soi une garantie contre la dégénérescence. Les grévistes se sont organisés en comité de grève c'est cela l'important par rapport aux luttes où chaque direction syndicale tente de ligoter l'action de classe et où les bien-pensants de "l'unité" ne trouvent rien de mieux que l'intersyndicale comme solution!

Mais arrêtons-nous là. car il y aurait trop à dire sur la stratégie paraplégique de RI en matière de lutte de classe.

* * *

CORRESPONDANCE
HISTORIQUE ET BILAN
GREVE A LA COMATEC

Le propos de cet article est, d'une part de compléter les informations parues dans "le prolétaire" no 400, février-mars-avril 1989, et d'autre part, de répondre aux articles parus sur le sujet dans "Partisans" no 41, mai 1989, et "Révolution Internationale" no 178, avril 1989.

Comme dans les précédents conflits menés par les travailleurs du métro, un comité de grève a été constitué dès le départ, et les revendications ont été immédiatement fixées:

- Annulation des sanctions,
- Amélioration des conditions de travail,
- Embauche immédiate de tous les précaires,
- Augmentation des salaires (5'500 frs nets, NDRL) et revalorisation de la prime de nuit,
- Arrêt des mutations d'office.

Les quelques 400 précaires contribuent à atténuer au début les effets d'un mouvement largement majoritaire, mais les conditions de travail imposées aux intérimaires sont tellement déplorable que la société BIS, peu suspecte de philanthropisme, diffuse une note, le 24 février 1989, rappelant à ses intérimaires qu'ils ne doivent pas remplacer un salarié en grève et qu'ils ne doivent pas effectuer d'heures supplémentaires.

Malgré les interventions auprès de l'inspection du travail qui n'a pu que constater que de nouveaux intérimaires travaillaient à la place des grévistes, protégés par des vigiles, aucune pression réelle n'a été exercée sur la COMATEC.

Tous les jours, l'assemblée générale qui regroupe 250 à 400 personnes prend les décisions, sur propositions du comité de grève, qui organise, par ailleurs, les actions dans le métro:

- Passage dans les stations de la RATP pour étendre le mouvement,
- Mise au point de la riposte face à une direction de choc,

VIE DU PARTI: REUNIONS INTERNATIONALES

Renouons avec le compte-rendu de nos réunions. Comme chaque mois depuis des années, notre dernière réunion internationale, au cours de laquelle ont été discutés les thèmes qui seront traités dans les prochains No de nos journaux "Il Comunista" et "Le Proletaire", s'est tenue en septembre dernier. Le contenu du No91 de la revue "Programme communiste" a été également traité, ainsi que celui du No41 de la revue en espagnol "El Programa Comunista" dont nous reprenons la publication. Il a été distribué la brochure "Dialogue avec Staline", publiée comme No8 des "Textes du P.C. International" (et dont la parution était prévue depuis longtemps), enfin disponible aux lecteurs. Une partie de la réunion a été consacrée à la correspondance. Une importance particulière a été donnée à la critique de certaines positions du groupe "Emancipacion Obrera", dont nous publions dans ce journal la première partie d'une correspondance très suggestive sur les émeutes de fin mai en Argentine. Nous publierons dans de prochains No des articles à ce sujet, notamment sur la question du rapport entre pays impérialistes développés et pays de la "périphérie", et sur la question du rapport entre lutte de classe et formation du parti de classe.

Nos réunions internationales sont des réunions de travail et pas des réunions de débats. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de discussions sur les différents thèmes. Cela signifie qu'il n'y a pas de thèses ou de positions différentes entre lesquelles il faudrait chercher des "points d'accord", mais un véritable travail commun dans le but d'une clarification politique interne et par rapport à l'activité pratique des minuscules forces qui composent aujourd'hui notre organisation de parti.

Notre méthode de travail interne ne découle pas de formules organisationnelles élaborées ex novo après la profonde crise dégénérative connue par l'organisation internationale du parti en 82-83. Elle reprend la saine méthode centraliste appliquée selon une discipline qui est davantage politique que formelle et qui permet d'intégrer les capacités de chaque camarade dans un développement conscient, coordonné, clair et accepté par tous, de l'activité du parti. C'est une méthode de travail basée sur un programme politique général invariant, sur des lignes tactiques générales invariantes elles aussi, sur la prise en charge des tâches politiques et pratiques à caractère de parti sans fléchissement activiste, indifférentiste ou expédientiste. Elle permet un travail de bilan de la trajectoire politique de l'organisation de parti dont nous provenons et un travail de réappropriation du patrimoine théorique, politique et de praxis de l'activité de la Gauche communiste dont nous nous réclamons, et plus spécifiquement de l'activité de l'organisation formée après guerre jusqu'à la crise destructrice qu'elle a connue au début des années 80. Cette méthode met au centre du mode de travail la clarification politique sur tous les problèmes que la réalité pose à la lutte de classe et au parti de classe. Elle refuse de se faire dicter des priorités politiques et organisationnelles par des analyses contingentes ou par l'apparition inopinée de prétendues "situations nouvelles", tout en sachant qu'il faut toujours prêter attention aux phénomènes et aux mouvements sociaux ainsi qu'aux évolutions étatiques afin de les expliquer et de les encadrer dans la perspective révolutionnaire. Nous sommes pleinement conscients de la nécessité d'utiliser au mieux le temps que la situation réelle des rapports entre les classes et les Etats laisse aux prolétaires conscients et aux communistes pour leur préparation révolutionnaire tant sur le plan de la théorie marxiste non aviliée, que sur celui de la lutte politique contre toute innovation ou campagne opportuniste ou que sur celui de la lutte immédiate et de l'organisation de classe du prolétariat.

Conscients de ne pas représenter aujourd'hui le parti de classe fort et influent sur le prolétariat, mais seulement un embryon organisé pour sa formation; conscients de développer notre activité, par force, principalement sur le plan de la propagande et de l'acquisition théorique en raison de contacts éphémères avec la classe ouvrière et ses luttes et d'une influence limitée à quelques individus ici ou là; conscients de ne pouvoir compter comme hier sur un réseau de militants présents et agissants dans plusieurs pays en Europe et au hors d'Europe, et donc sachant que la diffusion de notre presse est

réduite, nos interventions occasionnelles et la connaissance de nos positions et de notre organisation, confidentielle, nous savons cependant que le parti de classe de demain ne pourra jamais voir le jour si des groupes mêmes microscopiques de révolutionnaires, apparemment "coupés de la réalité" et de toutes façons, isolés, ne mènent pas une activité à caractère de parti même dans les périodes les plus grises et les plus défavorables à la lutte de classe.

Le parti de classe puissant et compact de demain ne surgira pas d'un coup, ni ne sera le résultat d'aggrégations successives de groupes et de partis aux programmes et aux positions bigarrées. Il naîtra dialectiquement d'une succession de ruptures politiques en liaison avec le développement de la lutte entre les classes et avec la lutte politique la plus cohérente pour la formation de ce qui sera le parti communiste unique et mondial.

Nous avons affirmé après la crise de notre organisation en 82-83 qu'il est indispensable de se relier à l'apport de la Gauche communiste et de notre parti pour aller vers le futur parti de classe. Nous avons précisé aussi que le travail de formation de ce parti et de réacquisition des positions marxistes correctes ne pourra pas automatiquement se dérouler de façon linéaire, en se basant sur la simple volonté de continuer une activité fidèle à celle d'hier, un travail militant en ligne avec le travail militant dans l'ancienne organisation. Cette volonté et ce travail militant peuvent permettre plus facilement la compréhension des leçons de la contre-révolution, des défaites de la vague révolutionnaire des années 20 et de l'Internationale communiste, etc. Elles ne sont pourtant pas des "garanties" de continuité idéologique et de praxis marxiste correcte si elles sont comprises comme une espèce de patrimoine individuel de militants.

On ne peut revendiquer "l'héritage" du parti, comme si c'était une propriété, simplement à reconstruire après un tremblement de terre, et il est tout aussi erroné de vouloir "dépasser" l'expérience du parti à coup d'innovations politiques ou organisationnelles à l'allure typiquement démocratique.

Il est également faux de prétendre, puisqu'il n'est pas possible de constituer aujourd'hui un parti puissant, qu'il faudrait se limiter à la pure propagande, à la pure étude théorique et à l'enregistrement scientifique des faits. Si défavorable que soit encore la situation, si éloignée que soit la classe ouvrière de la reprise de classe - surtout dans les métropoles impérialistes - la tradition constante du mouvement communiste et de la Gauche en particulier, est que toutes les possibilités réelles d'activité pratique soient utilisées et accomplies en tant qu'activités de parti, au delà des forces numériques des révolutionnaires.

Comme le parti marxiste est une organisation politique radicalement différente des autres partis, par son programme, par ses orientations politiques, mais aussi par ses lignes tactiques et organisationnelles, il doit donc aussi fonctionner, dès l'origine, selon une méthode de travail cohérente avec ceux-ci: anti-individualiste, anti-démocratique, anti-bureaucratique, c'est-à-dire centraliste et organique. Toute l'activité, pratique ou théorique, peut alors se dérouler avec la participation effective de tous les militants, dont aucun n'est par principe exclu d'aucune activité. Ce principe du centralisme organique est sans doute difficile à appliquer car ce n'est pas une recette organisationnelle mais une orientation qui doit dicter tous les mécanismes organisationnels du parti s'il ne veut pas sombrer dans les pratiques bourgeoises, démocratiques ou totalitaires. Il se concrétise dans le travail collectif consciemment et volontairement discipliné, totalement opposé aux prurits intellectuels, aux poses ouvriéristes, aux légèretés activistes et aux formalismes bureaucratiques.

C'est selon ces lignes que nous venons débaucher, que nous nous sommes efforcés de mener notre activité de clarification politique, pendant la crise de l'organisation et après, à travers nos journaux "Il Comunista" et "Le Proletaire" qui restent encore aujourd'hui les piliers de notre travail.

Autour d'eux tourne l'essentiel d'une activité limitée à renforcer un petit groupe de camarades, théoriquement et politiquement. Nous n'avons pas "choisi" d'être "peu mais bons" selon ce qui serait une fausse conception puriste de refus de "se salir les mains" dans le grossier mouvement immédiat. Un petit groupe de militants politiques court toujours le risque de tomber dans une

vision localiste et individualiste du travail de parti. C'est une conséquence de la pression de la société bourgeoise, contre laquelle les communistes ne sont pas immunisés; même au niveau des habitudes et de la vie quotidienne il faut mener une lutte de résistance contre l'influence bourgeoise et mercantile, lutte qui n'est jamais gagnée "une fois pour toutes", ni par le seul fait de militer dans une organisation qui se proclame communiste. L'activité collective et disciplinée de parti, si elle est correcte, doit aussi éduquer politiquement les militants à se comporter en tant que communistes 24 heures sur 24, dans toutes les situations et toutes les circonstances. Mais cette éducation ne peut s'acquérir qu'à la chaleur de la lutte des classes, à la lumière des expériences historiques des batailles de classe qui ont profondément tracé la tranchée entre le prolétariat international et les autres classes de la société, entre révolution communiste et capitalisme, entre l'Internationale et l'alliance internationale des bourgeoisies.

Dans la perspective de travailler à la formation du parti de classe, de contribuer à la réorganisation classiste du prolétariat dans la lutte de défense de ses conditions immédiates de vie et de travail, sans perdre de vue l'horizon plus large des problèmes de la lutte prolétarienne internationale et de ses tâches, notre priorité reste le travail de réacquisition théorique et politique et l'oeuvre d'organisation pratique de parti.

* * * *

Ce que nous venons d'exposer n'était pas le thème de la réunion de septembre, mais explique le sens dans lequel nous travaillons, de façon que ceux qui nous lisent puissent avoir un aperçu de comment nous fonctionnons et pas seulement connaître les positions que nous défendons. Malheur au communiste qui croirait pouvoir échapper à la grisaille et aux difficultés quotidiennes en se réfugiant dans "La Théorie", dans la sphère des idées, dans une communauté intellectuelle; malheur au communiste qui fuit la réalité brute, vulgaire, contradictoire, irrationnelle, dans laquelle est plongé le prolétariat et qui fait obstacle à sa constitution en classe antagonique

DIALOGUE AVEC STALINE

VIENT DE PARAITRE :

" DIALOGUE AVEC STALINE "

"Dialogue avec Staline" est un des très nombreux textes d'Amadeo Bordiga compris dans la longue série intitulée "Sur le fil du temps", commencée en 1949 dans le journal "Battaglia comunista" et continuée de 1952 à 1955 dans le journal "Il programma comunista".

Le "Dialogue avec Staline" se déroule idéalement en 3 journées pendant lesquelles on répond sur les questions essentielles de théorie aux "Observations" faites par Staline en 1952 aux participants à une "discussion économique" tenue au sein du PCUS sur le thème : l'économie russe est-elle vraiment socialiste ? L'objectif de Staline et des économistes engagés dans cette "discussion" était la rédaction d'un manuel d'économie politique. A peine 3 ans plus tard, avec le XX^{ème} Congrès et l'accession de Kroutchev au pouvoir, ce manuel fut retiré de la circulation.

"Dialogue avec Staline" posait les bases d'un travail ultérieur centré sur la démolition critique de ce fameux XX^{ème} Congrès et de sa prétention à "retourner à Lénine" : ce sera le "Dialogue avec les morts", publié en français en mars 1957.

Ces deux "Dialogues", comme tout le travail sur le prétendu "socialisme" en Russie, démontrent que seule la fidélité au marxisme non avili a permis à notre parti de lire la véritable nature bourgeoise, capitaliste, de la Russie stalinisée et, avec celle-ci, des partis et de l'Internationale autrefois communistes.

SUR LE FIL DU TEMPS

DIALOGUE
AVEC
STALINE

QUESTIONS ESSENTIELLES
DE THEORIE MARXISTE
SUR L'ECONOMIE SOVIETIQUE
ET SUR LE PRETENDU
SOCIALISME EN URSS

8

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

AU SOMMAIRE DE LA BROCHURE :

- INTRODUCTION A DIALOGUE AVEC STALINE
- DIALOGUE AVEC STALINE
- PREMISSE DE LA PREMIERE PUBLICATION (1953)
- THESES SUR LA RUSSIE (1953)

PRIX DE LA BROCHURE :

30 FF, 8000 LI, 150 FB, 15 FS, 400 PTS, 15 DM, 3 f, USA et Canada 5 \$, Amérique latine 1\$.

PAIEMENT :

Par chèque, à l'ordre de Dessus, à l'adresse 17 rue René Leynaud, 69000 Lyon.

Nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif imprimés. Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20% pour les frais d'envoi.

